

2.8 L'archéologie préventive

La Cub organise, depuis plus de 40 ans, ses activités liées aux bâtiments et aux travaux publics sur un territoire extrêmement riche en matière archéologique.

Lors d'interventions importantes, construction d'immeuble, de pont ou réalisation de travaux d'assainissement, infrastructures du tramway, le préfet de région (DRAC) peut ordonner une prescription de diagnostic archéologique, pouvant être prolongée par une prescription de fouilles. Les diagnostics sont assurés par l'INRAP qui peut également réaliser les fouilles. Tel est le cas pour la construction de l'immeuble Jean Fleuret.

On relèvera dans cet exemple que du fait des moyens de l'INRAP, le chantier de fouilles a été ouvert avec plusieurs mois de retard, faisant ainsi peser sur la Cub une dépense supplémentaire de plus de 500 000€ ; hors coût des fouilles.

La loi sur l'archéologie préventive du 17 janvier 2001 permet aux collectivités locales et aux établissements publics de coopération communale de disposer d'un service d'archéologie préventive pour réaliser diagnostics et fouilles. Cette possibilité a répondu à l'attente des aménageurs publics et privés soucieux de ne pas ralentir leurs opérations du fait d'un agenda très chargé de l'INRAP. Depuis 10 ans, de plus en plus de collectivités et d'EPCI utilisent cette possibilité. Pour exercer cette compétence, l'intercommunalité apparaît le plus souvent comme la bonne échelle pour rationaliser et optimiser les moyens d'intervention.

La Cub a été saisie par la DRAC d'Aquitaine sur l'intérêt de créer un service d'archéologie préventive. Ce service pourrait opérer diagnostics et fouilles pour les besoins de la Cub mais également pour les besoins des communes membres.

Si la Cub souhaitait répondre à cette sollicitation dans son intérêt et celui des communes membres, elle devrait demander aux communes de transférer cette compétence non exercée à ce jour et déposer auprès du ministère de la culture un dossier de demande d'agrément.

La création de ce service pourrait s'appuyer sur la logistique existante à la direction des bâtiments et des moyens, complétée par le recrutement d'archéologues nécessaires à l'agrément scientifique et technique.

Répondant utilement aux prescriptions dans le cadre des opérations d'aménagement et de travaux, ce service pourrait également contribuer à enrichir la connaissance historique du territoire et à développer un partenariat avec l'université.

Il serait financé au moyen du reversement d'une partie de la redevance versée par les aménageurs pour les diagnostics et par la facturation des coûts de fouille.

2.9 Le domaine du tourisme

Comme pour la culture et le sport, la question de la compétence en matière de tourisme peut-être soulevée. Via le soutien qu'elle apporte à trois projets importants – centre culturel

*Délibération du Conseil de CUB
séance du 8 juillet 2011. n° 2011/0511*